

GUERRE FROIDE ET DETENTE

On a donné le nom de guerre froide à la tension qui, peu de temps après la fin de la deuxième Guerre Mondiale, opposa les deux principaux vainqueurs de l'Allemagne hitlérienne, les États-Unis et l'URSS. Elle s'accompagna d'un puissant effort d'armement de part et d'autre, de nombreuses crises locales, de rivalités diplomatiques et d'un affrontement incessant des propagandes.

Les débuts (1946/50)

Saignée et ruinée par quatre années de batailles sans précédent et par l'occupation allemande dans la partie la plus riche de la Russie d'Europe, l'Union soviétique se trouvait, en 1945, dans une situation d'infériorité manifeste en face des États-Unis, dont la puissance industrielle était intacte et qui possédaient en outre l'exclusivité de l'arme nucléaire. Les concessions faites par Roosevelt et Churchill à la conférence de Yalta (févr. 1945) ne pouvaient suffire à rassurer Staline. Tout au contraire, le dictateur soviétique semble avoir craint que ne se réalise l'ultime espoir des dirigeants hitlériens à la veille de leur effondrement et que la guerre germano-soviétique ne fût immédiatement suivie d'un assaut des puissances capitalistes contre l'URSS. Bien loin de cette pensée était Roosevelt, qui croyait réellement à la démocratisation, à plus ou moins long terme, du régime soviétique, à la poursuite de la collaboration du temps de guerre et à la possibilité d'une organisation mondiale pacifique et démocratique. Truman, qui avait succédé à Roosevelt, n'avait pas d'autre politique que lui en 1945 et, dès la fin des hostilités contre le Japon (sept. 1945), il procéda à une démobilisation rapide des forces américaines.

Dès 1945, cependant, l'URSS, non contente de ré-annexer les territoires qu'elle avait acquis en 1939/40 à la faveur du pacte germano-soviétique (Pologne orientale, États baltes, Bessarabie) et de les agrandir de la Prusse-Orientale, renforça sa pression politique sur les pays de l'Europe de l'Est occupés par l'armée rouge, manifesta des visées sur les Détroits et installa un gouvernement communiste dans le nord de l'Iran. Dès le 5 mars 1946, dans son discours de Fulton, Churchill put accuser les Soviétiques d'avoir fait tomber un «rideau de fer» au milieu de l'Europe. En Grèce, les communistes avaient déclenché la guerre et civile dans le nord du pays, et l'Angleterre, aux prises avec de graves difficultés financières, dut informer Washington, au début de 1947, qu'elle ne pouvait plus assumer la défense de cette région. Le 12 mars 1947, le président Truman obtint du Congrès les fonds nécessaires pour une assistance militaire aux gouvernements grec et turc ; il proclama la résolution des États-Unis de « soutenir les peuples libres qui résistent à une tentative de subversion par des minorités armées ou par des pressions étrangères » Cette proclamation de la doctrine Truman fut suivie de l'échec de la conférence de Moscou sur l'Allemagne (avr.1947) : l'évolution vers la coupure des deux Allemagnes allait désormais s'accélérer. Les ministres communistes furent exclus des coalitions gouvernementales en France et en Italie (mai), et, le 5 juin 1947, le général Marshall, secrétaire d'État américain, proposait le plan Marshall pour la reconstruction économique de l'Europe. Ayant perdu tout espoir dans le gouvernement de Tchang Kai-Chek, les États-Unis se retournaient vers l'Europe, résolu à tous les efforts pour y empêcher les progrès du communisme. Cependant, l'aide du plan

Marshall était offerte également à l'Union soviétique, mais celle-ci la refusa (2 juill.) et obligea les pays de l'Europe de l'Est à agir de même.

Sans tarder, l'URSS procéda à un renforcement idéologique et politique de son **bloc** oriental. Après la création du **Kominform** (oct. 1947), le « **coup de Prague** » (févr. 1948) fut l'épisode le plus significatif du passage de toute l'Europe orientale à des régimes de type communiste. Les **Occidentaux** soutinrent dès lors la renaissance économique et politique de l'Allemagne de l'Ouest. L'URSS riposta en déclenchant le **blocus de Berlin** (juin 1948/mai 1949), qui fut la première épreuve de force de la guerre froide. Elle tourna à l'avantage des américains, qui réussirent à assurer par un pont aérien le ravitaillement de l'ancienne capitale du Reich.

De part et d'autre du rideau de fer la constitution de deux blocs sous l'hégémonie, l'un de Moscou, l'autre de Washington, ne pouvait s'accomplir sans heurts : en France et en Italie, l'année 1947 avait été marquée par de puissants mouvements de grève d'inspiration communiste. La **Yougoslavie** de Tito refusa la tutelle soviétique et rompit avec Staline (juin.1948) ; sous le nom de **titisme**, toutes les tendances nationalistes allaient être impitoyablement réprimées dans les autres **démocraties populaires**. L'année 1949 fut marquée, sur le plan politique, par la naissance des deux Allemagnes (**R.F.A** et **R.D.A** mai et oct.) et par la proclamation de la République populaire de Chine (sept.) ; sur le plan militaire, par la signature du **pacte Atlantique** et la création de l'**OTAN** (avr.), par l'explosion de la première **bombe atomique** soviétique (sept.), par la nomination du maréchal soviétique Rokossovski comme ministre polonais de la Défense (nov.) ; sur le plan idéologique, par le procès du cardinal Mindszenty (févr.), par le lancement de l'organisation crypto-communiste des Partisans pour la paix (avr.) et par le décret du Saint-Office contre le communisme (juill.).

De la guerre de Corée à la conférence de Genève (1950/55)

Déclenchée par les Coréens du Nord en juin 1950, la **guerre de Corée** avait sans doute pour but, dans les conceptions de Staline, de sonder la capacité de réaction des États-Unis. Ceux-ci intervinrent immédiatement dans la péninsule coréenne, assurés de l'appui de l'**ONU** et de leurs alliés, qui envoyèrent des contingents sur le front coréen. Jamais l'éventualité d'une Troisième Guerre mondiale ne parut plus proche, mais les **deux grands** montrèrent bientôt qu'ils étaient décidés à éviter un affrontement direct. A la différence de la Chine - qui avait brisé l'offensive des forces de l'ONU à l'approche de ses frontières, en nov.1950) -, l'Union soviétique se garda d'intervenir en Corée; de son côté, en destituant **MacArthur** (11 avr. 1951), le président Truman fit la preuve que les États-Unis ne laisseraient pas l'affaire coréenne dégénérer en conflit généralisé.

La mort de Staline (5 mars 1953) est considérée à juste titre comme un tournant décisif de la guerre froide. Non que les successeurs immédiats de Staline aient envisagé quelque révision radicale de la politique étrangère soviétique. Mais la lutte pour le pouvoir en URSS passait au premier plan. Dès juill. 1953, l'armistice put être signé en Corée, et, peu après, Washington lançait l'idée d'un pacte de non-agression américano-soviétique. Les conséquences de la guerre froide n'en continuaient pas moins à se développer à l'intérieur de chaque **bloc**. Dans les pays d'Europe occidentale, les partis communistes étaient exclus complètement du système politique (« Ils ne sont pas à gauche, devait dire le socialiste Guy Mollet, mais à l'Est »), ce qui, inévitablement, infléchissait les majorités parlementaires vers le centre et même le centre droit. Aux

États-Unis, à la suite des campagnes du sénateur [McCarthy](#) , tous les individus suspects de sympathies communistes furent éliminés de l'administration; la condamnation à mort des époux [Rosenberg](#) (avr. 1951) intervint dans un climat d'angoisse et de suspicion qui se prêtait mal à une justice sereine.

La guerre froide, qui confirmait la cassure de l'Europe et interdisait au vieux continent toute politique indépendante, fut cependant mise à profit par les États de l'Europe occidentale, qui obtinrent de l'Amérique une aide financière, économique et militaire considérable. La principale bénéficiaire de cette situation fut l'Allemagne de l'Ouest, qui, entrée dès 1949 dans l'ère du «miracle économique», se vit bientôt sollicitée par ses vainqueurs d'hier, lesquels la pressaient de réarmer pour participer à la défense commune de l'Occident. Le Parlement français ayant fait échouer le projet de [Communauté européenne de défense](#), qui eût permis le réarmement allemand dans un cadre supranational, les accords de Londres et de Paris (oct. 1954) restituèrent sa pleine souveraineté à la République fédérale et permirent la renaissance d'une armée allemande intégrée à l'OTAN. Moscou répondit à cette évolution par le [pacte de Varsovie](#) (mai 1955), qui plaçait toutes les armées des pays de l'Europe de l'Est sous un commandement suprême soviétique. À cette date, cependant, l'idée de la [détente](#) commençait à se répandre de part et d'autre du rideau de fer : elle suscita en juill. 1955 la conférence de Genève , première réunion au sommet, depuis 1945, des anciens alliés de la Deuxième Guerre mondiale. Cette conférence n'aboutit à aucun résultat concret, mais elle se déroula dans un climat d'euphorie.

Vers la fin de la guerre froide (1956/63)

Si l'« esprit de Genève » ne put produire ses fruits aussi rapidement qu'on l'attendait, c'est à cause du profond ébranlement que subit le bloc soviétique à la suite du XX^e congrès du parti communiste (févr.. 1956). Lors de [l'insurrection de Budapest](#) (oct./nov. 1956), il fut cependant évident que les Américains ne cherchaient pas à profiter des difficultés soviétiques et que les peuples de l'Europe de l'Est ne devaient pas escompter leur secours pour se libérer de la tutelle de Moscou. Au même moment, lors de la [crise de Suez](#) , les États-Unis et l'URSS exerçaient une action diplomatique convergente pour mettre fin à l'intervention franco-britannique aux côtés d'Israël. L'avance prise par les Soviétiques dans le domaine spatial (lancement de [Spoutnik I](#), oct.. 1957) contribua à un rééquilibre des forces qui ne pouvait que hâter le dialogue entre les deux grands. Dès 1958 s'ouvrit à Genève une conférence sur l'arrêt des essais nucléaires. Après un voyage du vice-président [Nixon](#) à Moscou, [Khrouchtchev](#) se rendit aux États-Unis et rencontra [Eisenhower](#) à Camp David (sept. 1959).

Cependant, la conférence au sommet de Paris (mai 1960) devait échouer dès sa première séance, les Soviétiques venant de découvrir que leur territoire était espionné - voir institutions [CIA](#) et [KGB](#) - par des avions de reconnaissance américains volant à haute altitude. Khrouchtchev, dont la politique de « [coexistence pacifique](#) » était déjà critiquée par les Chinois, tenta vainement, en déclenchant la nouvelle crise de Berlin, d'obtenir un succès de prestige qui eût renforcé sa position au sein du monde communiste. La construction du [mur de Berlin](#) (août 1961) parut même relancer la guerre froide, mais la volonté de paix du Kremlin allait se manifester dès l'année suivante, lorsque Khrouchtchev, en oct. 1962, céda à une sorte d'ultimatum du président [Kennedy](#) et accepta de retirer les fusées soviétiques de [Cuba](#). Désormais, l'aggravation

du conflit idéologique avec la **Chine** allait pousser Moscou à rechercher un règlement d'ensemble avec l'**Occident**. L'accord de Moscou sur l'arrêt des essais nucléaires dans l'atmosphère (juill. 1963) marqua la fin d'une époque. La puissance nouvelle de la Chine, la politique d'indépendance poursuivie par le général **de Gaulle** manifestaient d'ailleurs l'apparition de forces nouvelles qui, à la division du monde en deux blocs immobilisés par l' « équilibre de la terreur », tendaient à substituer de nouveaux pôles de puissance, réellement autonomes, bien qu'incapables de rivaliser avec les « **grands** ».

Le développement de la détente (depuis 1964)

En présence de cette mutation de la « **bipolarité** », caractéristique de la période d'après-guerre et de guerre froide, en une « multipolarité », les Etats-Unis et l'URSS devaient s'efforcer de maintenir leur position de supergrands. Alors que les Américains se trouvaient menacés économiquement et commercialement par l'essor rapide de l'Europe occidentale et du Japon, les Soviétiques voyaient grandir avec inquiétude la puissance chinoise, ce qui les poussait à rechercher avec plus de zèle que jamais la garantie des positions qu'ils avaient acquises en Occident depuis 1945. Par ailleurs, au cours de la décennie 1960, au prix d'un effort considérable eu égard à leur état de développement économique, les Soviétiques conquièrent peu à peu l'égalité, avec les Américains dans le domaine de l'armement nucléaire. En raison de cette supériorité de l'économie et de la technologie américaines, seule la détente pouvait leur assurer le maintien de cette égalité. Mais la détente répondait également à d'autres objectifs de l'URSS : objectifs politiques (écarter toute tentative de subversion occidentale dans les démocraties populaires de l'Est européen) et objectifs économiques (développer l'économie soviétique, particulièrement en Sibérie, grâce à l'aide de la technologie, des méthodes de gestion modernes et des crédits américains). Les Soviétiques ont donc joué un rôle d'initiateurs dans la politique de détente. Mais celle-ci présentait aussi des avantages pour les Américains : allègement des dépenses militaires, passivité des Soviétiques dans le **conflit vietnamien**, ouverture de nouveaux marchés pour l'économie américaine. Pour s'immiscer dans ce dialogue des **supergrands**, l'Europe occidentale ne disposait que de très peu de cartes. Les Soviétiques laissèrent sans réponse positive l'idée gaullienne d'une « Europe de l'Atlantique à l'Oural », projet qui risquait de compromettre leur objectif prioritaire -le rapprochement avec les États-Unis- et aussi de susciter des mouvements d'indépendance et de libéralisation dans les démocraties populaires. En revanche, **l'Allemagne fédérale** pouvait jouer un rôle important dans la détente, en abandonnant toute attitude révisionniste susceptible de remettre en cause les frontières fixées en 1945 : c'est seulement lorsque le chancelier **Brandt** entra dans cette voie, en inaugurant en 1969 son **Ostpolitik**, que la politique de détente commença à aboutir à des résultats concrets.

Dès la fin des années 1960, il devint clair que les Américains et les Soviétiques étaient résolus à éviter tout affrontement direct que ce fût à propos du Viêt-Nam, du conflit israélo-arabe (entrevue **Johnson-Kossyguine** à Glassboro, juin 1967) ou des difficultés de l'URSS dans ses rapports avec les démocraties populaires (abstention américaine lors de **l'invasion de la Tchécoslovaquie** par les troupes du **pacte de Varsovie**, août 1968). initiateurs du traité de non-dissémination nucléaire ratifié en 1969), les États-Unis et l'URSS engagèrent dès nov. 1969, à Helsinki, les négociations

sur la [limitation de leurs armements](#) stratégiques [Salt](#). En 1970, des obstacles majeurs sur la voie de la détente en Europe furent écartés par les initiatives diplomatiques ouest-allemandes : en signant des traités avec l'URSS (août 1970) et la Pologne (nov. 1970), le chancelier Brandt reconnut *de facto* les frontières de 1945, ouvrant ainsi la voie au traité des Quatre sur Berlin (sept. 1971) et à la normalisation des rapports entre les deux Allemagnes (déc. 1972).

En mettant fin à la guerre du Viêt-Nam et en renouant spectaculairement les relations avec Pékin (févr.. 1972), les Américains, qui, dès 1969, avaient remporté sur les Soviétiques la [course à la Lune](#), renforçaient leur position dans les négociations sur la détente : celles-ci furent marquées par les visites de Nixon à Moscou (mai 1972/juin 1974), de Brejnev aux États-Unis (juin 1973), par les entretiens [Brejnev-Ford](#) de Vladivostok (nov.. 1974). Du côté américain, le grand artisan de la politique de détente fut le secrétaire d'État Kissinger. Au cours de ces rencontres furent signés de nombreux accords sur la limitation des [armes stratégiques](#) nucléaires offensives et défensives, sur la limitation des systèmes de [missiles](#) antibalistiques, sur la prévention d'une guerre nucléaire par contacts directs entre Moscou et Washington, sur la coopération scientifique, spatiale (premier rendez-vous spatial américano-soviétique, juill.. 1975), culturelle; mais l'important accord commercial américano-soviétique de juill.. 1972 resta sans application, du fait que le Congrès américain voulut l'assortir d'exigences sur le droit des juifs soviétiques à émigrer librement de l'URSS. En août 1975, la Conférence au sommet sur la sécurité et la coopération en Europe ([CSCE](#)), réunie à Helsinki, aboutit à la signature, par tous les pays européens (à l'exception de l'Albanie), ainsi que par le Canada et les États-Unis, d'un acte consacrant la politique de détente, l'égalité des États, leurs frontières actuelles, le non-recours à la force, la non-intervention dans les affaires intérieures, le respect par tous les États signataires des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

En Occident, la politique de détente fut critiquée par ceux qui considérèrent qu'elle ne profitait qu'à l'Union soviétique en légitimant sa domination sur l'Europe orientale, en lui assurant l'aide financière et technique occidentale, en isolant la Chine populaire, en affaiblissant l'[Alliance atlantique](#). Mais d'autres observateurs soulignèrent que le bilan de la détente a été également positif pour l'Occident : les Soviétiques ont renoncé à leurs menaces sur Berlin-Ouest; ils ont obligé le gouvernement communiste de la République démocratique allemande à accorder aux Allemands de l'Ouest la liberté de voyager en [R.D.A.](#) ; ils ont accepté la négociation sur la réduction des forces militaires classiques, où leur supériorité était considérable ; enfin la détente a ouvert d'importants marchés à l'économie occidentale - particulièrement à ses excédents agricoles et à ses produits de haute technologie.

Le renouveau des tensions

En retour, l'URSS alimenta l'Europe occidentale en gaz et autres matières premières. Il reste que les relations Est-Ouest sont entrées en 1980 dans une nouvelle « zone de turbulence ». Celle-ci a été provoquée par la « [déstabilisation](#) » de trois pays situés aux portes de l'URSS : l'Iran, où au début de 1979 une dictature théocratique a remplacé l'absolutisme du chah ; l'[Afghanistan](#), envahi par l'armée soviétique à la fin de 1979, alors que ce pays neutre, non membre du pacte de Varsovie, ne présentait aucun risque pour l'URSS ; la Pologne, où au début de 1980 a éclaté une triple crise

économique, syndicale, politique. Deux menaces importantes alors pour l'URSS: contamination de l'Europe de l'Est par la fièvre polonaise; contamination des populations [islamiques](#) d'Union soviétique par la fièvre iranienne à travers l'Afghanistan. Sans doute les « points chauds », anciens ou plus récents, où s'exerçait la concurrence américano-soviétique ne manquaient-ils pas, en Afrique, dans les Caraïbes, en Amérique centrale, au Moyen-Orient, mais aucun n'était aussi proche du monde soviétique. Il fallut trois années (1980/83) pour que le risque polonais fût temporairement contenu par la mise en place de la dictature du général Jaruzelski , largement appuyé par l'URSS; il était impossible à Moscou d'intervenir directement en Iran, l'URSS tenta d'ailleurs de se concilier dans un premier temps le nouveau régime mais celui-ci se révéla finalement tout aussi antisoviétique qu'anti-américain ; quant à l'Afghanistan, l'URSS y commença une guerre difficile à durée indéterminée dont le but n'était pas tant de gagner vite que de ne pas perdre et de jouer le facteur temps. Les opérations polonaise et afghane coûtèrent cher au prestige soviétique dans le monde, et suscitèrent des actions diplomatiques et économiques (condamnation de l'Assemblée de l'ONU, boycottage des jeux Olympiques de Moscou, en 1980, interdiction de la vente de certains produits de haute technologie de la part des États-Unis et de certains de leur alliés) ; elles provoquèrent aussi de larges remous dans l'opinion de gauche des pays occidentaux, donnèrent des arguments anti-soviétiques aux pays islamiques modérés (conférence [islamique](#) d'Islamabad le 29 janv. 1980); elles contribuèrent à radicaliser l'opinion américaine elle même, et le républicain **Ronald Reagan** triompha aisément du démocrate **Jimmy Carter** lors des élections présidentielles de nov.1980. L'OTAN n'avait pas attendu pour s'inquiéter de la modernisation et de l'accroissement de la panoplie nucléaire de l'URSS. La première réaction contre la menace qu'allait faire peser le déploiement des **fusées SS 20** sur l'Europe - alors au nombre de 18 - fut exprimée en 1977 par un discours du chancelier social-démocrate Schmidt à Londres. Deux ans plus tard, le 12 déc. 1979, l'OTAN prit une double décision : négocier sur la limitation des [armes eurostratégiques](#) mais, en cas d'échec, commencer à déployer à partir de la fin 1983 des **Pershing 2** et des missiles de croisière en Europe. Il fallut deux années pour organiser à Genève les négociations sur les euromissiles (à ne pas confondre avec les négociations sur les missiles intercontinentaux START). En févr. 1981, Brejnev proposa de « geler » le nombre de SS 20 (153 déployés vers l'Europe, 72 vers l'Extrême-Orient) et les Américains renonçaient au projet de 1979. Mais lorsque L. Brejnev annonça, le 16 mars 1982, l'arrêt unilatéral du déploiement des SS 20, on pouvait en compter 297 dont 207 braqués sur l'Europe. Cette proposition eut un retentissement important à l'Ouest, surtout dans les milieux pacifistes de la RFA et des États-Unis. Mais elle n'eut pas de suite puisque, au printemps 1983 243 engins SS 20 étaient déployés contre l'Europe sur un total de 351. Le moment approchait où le projet 1979 de l'OTAN allait recevoir un début d'exécution. Un vif débat s'installa dans les opinions européennes ; la France, quoique ne faisant pas partie de l'OTAN, se déclara en faveur de son programme (F. Mitterrand, en Belgique, le 12 oct. 1983: « Le pacifisme est à l'Ouest, les SS 20 sont à l'Est ») ; 1 750 000 pacifistes manifestèrent à New York le 12 juin 1983, les évêques catholiques américains se prononcèrent contre la dissuasion nucléaire alors que les évêques français s'y résignaient. L'intervention militaire américaine à la Grenade, si brève qu'elle fût, à l'automne 1983, démontra la résolution de l'administration Reagan à s'opposer par tous les moyens, y compris par la force, à la « contamination » marxiste en Amérique

centrale. La destruction d'un avion civil des lignes sud-coréennes par l'aviation soviétique dans la nuit du 31 août/1^{er} sept. 1983, et la mort de ses 269 occupants, montra également le durcissement soviétique. Quelques semaines plus tard, d'ailleurs, Moscou se retirait des négociations de Genève sur les [euromissiles](#) et les armes stratégiques, indiquant clairement qu'il n'y avait, pour elle, rien à négocier avec Washington jusqu'aux élections présidentielles de novembre 1984. L'adoption par l'URSS d'une nouvelle stratégie beaucoup plus offensive et meurtrière en Afghanistan, l'intensification de la lutte contre les [dissidents](#) (ex. [SAKHAROV](#)), le boycottage des J.O. de Los Angeles confirmèrent cette « glaciation » des positions soviétiques.

La fin de la confrontation Est/Ouest

Après la réélection de R. Reagan, à la fin de 1984, les Soviétiques, par la visite officielle aux États-Unis de leur ministre des Affaires étrangères, A. Gromyko, firent un premier pas pour renouer le dialogue. La réouverture des négociations de Genève en 1985 au moment où mourait C.Tchernenko, et le remplacement de dernier à la tête du parti par M. Gorbatchev étaient l'amorce d'un tournant décisif. [Gorbatchev](#), conscient de l'incapacité de son pays à poursuivre la course aux armements et engageant toute la survie du système politique soviétique dans des réformes radicales, signait avec R. Reagan, en 1987, le premier accord de [désarmement](#) nucléaire, à propos des [euro-missiles](#). L'afflux de capitaux occidentaux, enfin rendu possible, orientait les relations des deux blocs vers une coopération économique sans précédent, alors que s'éteignaient peu à peu, à la surface du globe, les conflits hérités de, la guerre froide et de la [décolonisation](#). A la faveur de la [glasnost](#) et de la [perestroïka](#), l'URSS entra dans une collaboration de plus en plus active avec les pays occidentaux, en particulier les États-Unis. Le retrait soviétique d'Afghanistan en 1988/89 et celui des Cubains d'Angola (1989/90) traduisirent ce rapprochement. Mais c'est la chute du mur de Berlin qui vint, en 1989, mettre un terme à toute confrontation Est/Ouest. Rapidement suivi de l'écroulement des régimes communistes d'Europe centrale puis de l'éclatement de l'URSS, cet événement marqua la fin du [monde bipolaire](#) de la guerre froide. La Russie post-soviétique entendit cependant conserver les attributs d'une grande [puissance](#). Après avoir continué à privilégier ses rapports avec les États-Unis, elle chercha à partir de 1993 à se démarquer des Occidentaux, en particulier à propos de la crise [yougoslave](#).

Définitions

guerre froide

La guerre froide est la période pendant laquelle la mésentente des deux Grands (URSS et États-Unis) a mis le monde au bord d'un conflit général. Cependant ce conflit n'a jamais éclaté : la guerre froide n'est donc pas une « vraie » guerre, même si elle s'est traduite par des guerres dans certaines régions de la planète, par exemple en Corée en 1950-1953.

Remarque

Certains historiens considèrent que la guerre froide s'étend de 1947 à 1953, puis qu'elle cède la place à la Détente. De plus en plus nombreux, cependant, sont ceux qui baptisent *guerre froide* toute la période d'affrontement entre les deux superpuissances, c'est-à-dire toute la période allant de 1947 à la *perestroïka*.

Détente

La Détente est la période qui s'étend de la mort de Staline (1953) au milieu des années 1970 et durant laquelle les relations entre les deux blocs sont devenues moins tendues que durant la guerre froide, malgré quelques crises graves comme celle des fusées de Cuba en 1962.

Pendant la Détente, les deux superpuissances ont mené notamment une politique de désarmement.

Remarque

On utilise le terme de *dégel* pour la première phase de la Détente (1953 - environ 1955).

Union soviétique

L'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) est le nom de l'État qui a remplacé la Russie durant la période communiste, de 1922 à 1991.

L'URSS s'étendait approximativement sur le territoire de l'ancienne Russie. En 1991, elle a éclaté en quinze États indépendants ; la Russie actuelle n'est que l'un d'entre eux, bien plus réduit en taille que l'URSS et que la Russie d'avant 1917.

Armée rouge

Armée rouge est le nom que l'on donnait habituellement à l'armée soviétique (le rouge est la couleur symbolique du socialisme et notamment du communisme).

Par extension, on parle aussi parfois d'une « Armée rouge » chinoise.

rideau de fer

C'est en 1946 que Winston Churchill, ancien premier ministre britannique, inventa l'expression *rideau de fer* pour désigner la frontière étanche qui commençait à apparaître en Europe centrale entre les deux blocs.

Pendant la guerre froide, le rideau de fer était matérialisé par des clôtures électrifiées et des barbelés, sauf à Berlin où, à partir de 1961, il prit la forme d'un mur. Des dizaines de ressortissants des pays communistes périrent en tentant de le franchir. Son démantèlement, en 1989, sonna le glas du communisme en Europe.

communisme

Une **société communiste** est une société caractérisée par l'**égalité parfaite** entre ses membres, l'abolition de la propriété privée et la mise en commun de tous les biens, c'est-à-dire un **collectivisme** absolu.

On appelle communisme, d'une part, l'état de cette société, d'autre part, l'ensemble des idéologies qui prônent la construction de ce type de société.

Dans la théorie **marxiste**, le communisme représente la **dernière phase du socialisme** : alors, chacun recevra de la société ce dont il aura besoin.

Au XX e siècle, de nombreux **régimes** politiques se sont donné pour but de parvenir au communisme, en s'inspirant de la théorie marxiste adaptée par Lénine (le **marxisme-léninisme**). Pour simplifier, on parle de **régimes communistes** mais ces pays eux-mêmes se qualifiaient simplement de socialistes.

Lorsqu'on parle des pays de l'Est, **socialisme** et **communisme** sont donc à peu près synonymes ; mais il n'en est pas de même en **Occident**, où **partis communistes** et **partis socialistes** se sont souvent affrontés.

Exemple

Le régime **stalinien** se présentait comme le régime communiste par excellence ; cependant de nombreux socialistes opposés à Staline, comme les **trotskistes**, considéraient au contraire que Staline avait trahi les idéaux du marxisme-léninisme.

containment

Le mot anglais *containment*, construit sur une racine signifiant « retenir, limiter » est couramment traduit en français par « **endiguement** ».

La doctrine du *containment* a été forgée vers 1947 dans l'entourage du président américain Truman (d'où son autre nom : **doctrine Truman**), pour répondre à la menace croissante représentée par l'**URSS stalinienne**.

Selon la doctrine du *containment*, il ne fallait pas tenter de faire reculer le **communisme** par la force, ce qui provoquerait une troisième guerre mondiale, mais seulement **l'empêcher de s'étendre à de nouveaux pays**, en attendant qu'il s'effondre tout seul du fait de ses défauts internes (manque de **démocratie**, inefficacité économique).

Exemple

Le pont aérien américain pour faire échouer le **blocus** de Berlin en 1948, l'intervention américaine (sous couvert de l'**ONU**) en Corée en 1950 illustrent la stratégie du *containment*.

Remarque

La doctrine du *containment* s'opposait à celle du *roll back* : pour les tenants de celle-ci, il fallait « faire reculer » le communisme.

Organisation de coopération et de développement économique

L'OCDE a été créée en 1960 par la Convention de coopération et de développement économique, pour succéder à l'OECE (Organisation européenne de coopération économique) qui avait pour fonction de gérer l'aide américaine destinée à la reconstruction de l'Europe.

L'OCDE, qui siège à Paris, se présente comme un institut de recherche et un forum de **coordination des politiques économiques** et sociales de ses **29 États membres** en Europe, en Amérique du Nord et en Océanie.

subversion

À l'époque de la **guerre froide** notamment, on désignait du nom de *déstabilisation* toute **action visant à affaiblir l'autre camp, de l'intérieur** : par exemple, provoquer des révoltes dans un pays, susciter des conflits entre alliés, organiser des actes terroristes, etc. On parle souvent de **subversion** pour désigner des actions de déstabilisation menées par des organisations clandestines.

Exemple

L'**URSS** a été accusée de tenter de déstabiliser la France à la suite des grandes grèves **révolutionnaires** de 1947, appuyées par le **parti communiste** français.

Kominform

Le Bureau d'information **communiste** (Kominform, selon le sigle russe) était un **organe de coordination de l'action des principaux partis communistes européens**, ceux des pays de l'Est et ceux de France et d'Italie (les deux principaux partis communistes d'Europe **occidentale**).

Il est apparu au début de la **guerre froide**, en 1947, et a disparu au début de la **Détente**, en 1956.

Remarque

Le Kominform n'est pas exactement le successeur du **Komintern** (ou III^e Internationale, ou Internationale communiste), qui a existé de 1919 à 1943. En effet, le Komintern avait une portée beaucoup plus large : il regroupait des partis communistes du monde entier.

bloc

Dans le **monde bipolaire** qui s'est mis en place à la fin des années 1940, un bloc était un **ensemble de pays rassemblés derrière l'un des deux « Grands »**.

Le **bloc de l'Est** ou bloc oriental, rassemblé derrière l'**URSS**, comprenait les **démocraties populaires d'Europe centrale**, la Chine (de 1949 au début des années 1960), Cuba à partir de 1961, etc. La plupart de ces pays adhéraient au **Pacte de Varsovie** et au **COMECON**.

Le **bloc de l'Ouest** ou bloc **occidental**, rassemblé derrière les États-Unis, comprenait les pays de l'**OTAN** comme la France, Israël, le Japon, les pays de l'**OTASE** et les alliés de l'Amérique dans le **tiers-monde**.

Remarque

Certains pays ont refusé la logique des blocs : les **neutres** (comme la Suisse) et les **Non-Alignés**, comme l'Inde.

pays occidental

Durant la **guerre froide**, l'adjectif *occidental* désignait tout ce qui était lié au **bloc dirigé par les États-Unis**, dit aussi « bloc de l'Ouest » ou « Occident », par opposition au bloc oriental ou « bloc de l'Est », dirigé par l'**URSS**, mais aussi au **tiers-monde** et notamment aux **Non-Alignés**.

Le « **modèle occidental** » défendait la **démocratie** libérale et la libre entreprise, sous la forme du **libéralisme** économique ou du **keynésianisme**.

Remarque

Avant et après la guerre froide, l'Occident désigne plutôt une **ère de civilisation** qui se distingue de l'Orient, c'est-à-dire des civilisations nées et implantées en Asie (la civilisation **islamo-arabe**, l'Inde, la Chine, etc.).

blocus

Un blocus est un ensemble de **mesures visant à isoler une ville** ou un pays du reste du monde. Il peut aller jusqu'au blocage complet des frontières par la force militaire.

Exemple

En 1948-1949, Berlin-Ouest a été soumis à un blocus total par l'**Armée rouge**.

Remarque

Un blocus qui ne concerne que les relations commerciales s'appelle un embargo. Depuis 1960, l'île de Cuba est soumise à un embargo par les États-Unis.

Yougoslavie

Le mot *Yougoslavie* signifie « **pays des Slaves du Sud** ». Ce pays s'étendait, de 1918 à 1941 et de 1944 à 1992, sur le territoire des pays ou régions suivants : la Slovénie, la Croatie, la Bosnie, la Serbie, le Monténégro, le Kosovo, la Macédoine.

Cette **construction artificielle**, qui regroupait des **peuples trop différents** pour s'entendre, s'est effondrée deux fois sous l'effet de l'affrontement des **nationalismes**, en 1941-1944 et en 1992-1999. À chaque fois, l'effondrement a provoqué de terribles violences ; certaines sont considérées comme des **crimes contre l'humanité**.

Remarque

De 1945 à 1980, la Yougoslavie a été dirigée par le maréchal **Tito**, qui en a fait l'une des figures du mouvement des **Non-Alignés**.

titisme

Le titisme a été l'idéologie en vigueur en **Yougoslavie à l'époque du maréchal Tito**, après sa rupture avec l'**URSS** (soit entre 1948 et 1980). C'est une **variante non stalinienne du marxisme-léninisme**.

Le **régime** titiste a été, surtout après 1960, beaucoup moins répressif et **totalitaire** que les autres régimes **communistes**. Par ailleurs, il était **très nationaliste**, c'est-à-dire très attaché à l'**indépendance** de la Yougoslavie par rapport à l'URSS.

Remarques

Sur le plan économique, le titisme promouvait l'**autogestion** (administration des usines par leurs ouvriers) ; en réalité, en Yougoslavie, comme dans tous les pays communistes, le **parti communiste** dominait la machine économique.

Sous Tito, la Yougoslavie était l'une des figures du **mouvement des Non-Alignés**.

Démocratie populaire

Les **communistes** critiquaient la **démocratie libérale** en disant qu'elle n'était que le masque de l'oppression du peuple par le capitalisme et la **bourgeoisie** ; inversement, les Occidentaux critiquaient la **démocratie populaire** en disant que le peuple n'y avait aucun droit réel et qu'il n'y a pas de démocratie possible sans liberté. Depuis la chute du communisme, la conception libérale de la démocratie l'a emporté.

République fédérale allemande

La République fédérale allemande (RFA), ou **Allemagne de l'Ouest**, est l'État apparu, en 1949, sur les trois zones occidentales d'occupation de l'Allemagne. Elle faisait partie du **bloc de l'Ouest**. Depuis la réunification, qui s'est faite en 1990 par absorption de la **RDA**, on dit tout simplement *l'Allemagne*, mais il s'agit du même pays.

Remarque

De 1949 à 2000, la capitale de la RFA était Bonn ; depuis, c'est Berlin.

RDA

La République démocratique allemande (RDA), ou **Allemagne de l'Est**, est l'État apparu, en 1949, sur la zone **soviétique** d'occupation de l'Allemagne. C'était une **démocratie populaire** qui faisait partie du **bloc de l'Est**.

Ce pays a existé jusqu'en 1990, date à laquelle il a été absorbé par la **RFA**.

Organisation du traité de l'Atlantique Nord

L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) est une alliance militaire qui regroupe, depuis 1949, les États-Unis, le Canada, leurs alliés en **Europe** occidentale, ainsi que la Turquie, afin d'organiser la **défense de l'Occident contre une éventuelle agression soviétique**.

Il existe d'une part un traité de défense mutuelle, le traité de l'Atlantique Nord ou **pacte Atlantique** ; d'autre part un **commandement militaire intégré** pour mener ensemble, sous un même commandement, une guerre éventuelle. C'est de ce commandement intégré que la France est sortie en 1967, sans pour autant sortir du Pacte atlantique : la France n'a donc jamais cessé d'être membre de l'OTAN.

arme nucléaire

L'énergie nucléaire (ou atomique) est celle que l'on produit en manipulant des atomes. La technique la plus courante consiste à faire éclater des atomes d'uranium en les bombardant avec des neutrons : c'est ce qu'on appelle la **fission nucléaire**. La première expérience de ce type date de 1939.

Une **réaction nucléaire** peut être lente et contrôlée, comme dans le cas des centrales nucléaires qui produisent de l'électricité. Les premières centrales nucléaires datent des années 1960.

Elle peut être également brutale et instantanée : dans ce cas, la quantité d'énergie dégagée d'un coup est si importante qu'on obtient une **bombe atomique**. Les deux premières armes nucléaires à avoir été utilisées dans une guerre, et les seules à ce jour, l'ont été contre le Japon en 1945. Durant la **guerre froide**, les deux superpuissances se sont dotées d'impressionnants **arsenaux nucléaires**, notamment sous forme de **missiles**.

Nations unies

L'Organisation des Nations unies (ONU) a été **fondée en 1945** par les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, pour éviter le déclenchement de nouveaux conflits armés et **faire triompher les principes au nom desquels la guerre avait été menée** : égalité des nations entre elles, **non-intervention**, **démocratie**. Cependant, paralysée par la **guerre froide**, l'ONU n'est pas parvenue, à ce jour, à accomplir sa mission initiale.

L'ONU siège à New York ; elle rassemblait 51 pays au départ, un peu plus de 190 aujourd'hui à l'issue de la **décolonisation**. Un certain nombre d'organisations plus spécialisées lui sont rattachées, dont l'UNESCO qui s'occupe de culture, l'UNICEF qui traite les problèmes liés à l'enfance, l'OMS pour les problèmes de santé.

chasse aux sorcières

Au départ, le terme de *chasse aux sorcières* désigne des événements qui eurent lieu à Salem, aux États-Unis, en 1692 : une série de dénonciations et de procès qui aboutirent à l'exécution de dix-neuf femmes et d'un homme accusés de sorcellerie.

Par extension, l'expression s'applique aux **persécutions dont furent victimes les communistes**, ou les personnes accusées de l'être, aux États-Unis à la fin des années 1940 et au début des années 1950. Comme l'instigateur de ces persécutions était le sénateur Mac Carthy, on parle aussi de *maccarthysme*.

Pacte de Varsovie

Le Pacte de Varsovie était **l'organisation militaire du bloc soviétique**. Fondé en 1955, il a disparu en 1991.

Contrairement à **l'OTAN**, le Pacte de Varsovie ne réunissait pas des pays égaux entre eux et volontaires : c'était la structure par laquelle **l'URSS** imposait son **impérialisme** à ses satellites d'**Europe** centrale.

Ce sont notamment les forces du Pacte de Varsovie qui ont occupé la Tchécoslovaquie en 1968, pour empêcher le retour de ce pays à la **démocratie libérale**.

Détente

La Détente est la période qui s'étend de la mort de Staline (1953) au milieu des années 1970 et durant laquelle les **relations entre les deux blocs** sont devenues **moins tendues que durant la guerre froide**, malgré quelques **crises** graves comme celle des fusées de Cuba en 1962.

Pendant la Détente, les deux superpuissances ont mené notamment une politique de **désarmement**.

Remarque

On utilise le terme de *dégel* pour la première phase de la Détente (1953 - environ 1955).

coexistence pacifique

La **doctrine de la coexistence pacifique** repose sur l'idée que les deux grands systèmes politiques et sociaux rivaux du XX^e siècle, **le socialisme et le capitalisme**, sont appelés à coexister durant un certain temps, et ne doivent pas chercher à se détruire mutuellement : la compétition ne disparaît pas mais elle devient essentiellement économique (chaque système s'efforce de l'emporter sur l'autre en richesse et en niveau de vie) et idéologique (chaque système s'efforce de convaincre l'autre de la justesse de ses arguments).

S'opposant à la conception **stalinienne** des relations entre les deux **blocs**, la doctrine de la coexistence pacifique fut celle de **l'URSS** et de ses alliés à **l'époque de la Détente**.

Remarque

Par extension, on appelle aussi *coexistence pacifique* la période de la Détente (1955 - 1975).

CIA

Le sigle CIA signifie en anglais *Central Intelligence Agency* (Bureau central de renseignement) ; il désigne les **services secrets américains**. La CIA a été créée en 1947 et s'occupe essentiellement d'espionnage.

Remarque

Contrairement au **KGB** , la CIA ne fait pas office de police politique : ainsi elle ne pourchasse pas les opposants (malgré quelques dérives, notamment au moment de la **chasse aux sorcières**).

KGB

Le sigle KGB signifie, en russe, **Comité de la sécurité d'État**. Il désigne les **services secrets soviétiques** de 1954 à 1991. Le KGB s'occupait alors d'**espionnage** (comme la CIA aux États-Unis), mais jouait surtout le rôle de **police politique** : il contrôlait la population, réprimait les **dissidents**, administrait le **Goulag**, etc.

Remarque

Avant 1954, les services secrets soviétiques existaient déjà sous d'autres formes et d'autres noms : Tcheka, Guépéou, NKVD, etc. De nos jours, le **FSB** a succédé en Russie au KGB.

bipolarisation

Dans l'histoire des **relations internationales**, le mot *bipolarisation* désigne l'évolution qui a mené, dans l'après-guerre, à la domination de l'ensemble de la planète par les États-Unis et l'**URSS** , chacun des **deux « Grands »** dominant un **bloc**. Dans le monde bipolaire qui en a résulté et qui a perduré jusqu'à la fin des années 1980, l'avenir de la planète était déterminé par la bonne entente ou l'affrontement des deux blocs.

En **politique intérieure**, le mot désigne une évolution menant à la domination de **deux grands partis**, ainsi que la situation résultant de cette évolution.

Ainsi, le système politique américain se caractérise par une très forte bipolarisation : il n'y a que deux partis importants, le **parti démocrate** et le **parti républicain**.

Vietcong

Le Vietminh est le front de libération **nationaliste** organisé par les **indépendantistes vietnamiens** durant les deux guerres d'Indochine (1946-1954 contre la France, 1961-1974 contre les États-Unis). Il rassemblait surtout des **communistes** et possédait une **armée clandestine, le Vietcong**.

accords SALT

Les accords SALT (*Strategic Armement Limitation Talks*) ont été signés en 1972, à l'apogée de la **Détente**, par les deux Grands, pour **mettre fin à la course aux armements nucléaires**. Ils prévoyaient la limitation en nombre de certains types de **missiles stratégiques**.

Remarque

Mal respectés par l'**URSS** , les accords SALT ont été prolongés par les **accords SALT 2**, en 1979, mais ces seconds accords n'ont jamais été ratifiés par le Congrès américain. Dans les années 1980, les deux superpuissances ont lancé de nouvelles négociations de désarmement (**START**), mais celles-ci n'ont pas abouti du fait de l'effondrement de l'URSS.

désarmement

Le désarmement est l'ensemble des mesures par lesquelles on essaie de **limiter le nombre des armes en circulation dans le monde**, donc les risques de guerre.

Le désarmement d'un pays peut se faire par la force ; dans d'autres cas, il prend la forme d'un ensemble de négociations et de traités entre deux camps opposés.

Exemples

En 1945, l'Allemagne et le Japon ont été désarmés par les vainqueurs.

Durant la **Détente**, les deux superpuissances ont tenté de s'entendre pour limiter la course aux armements et éviter une catastrophe **nucléaire**. Parmi les accords signés, on peut citer le pacte de non-prolifération des armes nucléaires de 1968 et les accords **SALT** de 1972.

arme stratégique

Une arme stratégique est **une arme dont la portée dépasse le champ de bataille**, par opposition aux armes **tactiques**.

Sa fonction est de détruire, dans le cadre d'un conflit global, les villes, les populations civiles et le potentiel économique de l'adversaire. Ainsi, les **missiles intercontinentaux** sont des armes stratégiques.

Ces armes sont les plus destructrices et les plus dangereuses de toutes, surtout quand elles sont **nucléaires**. Les accords de **désarmement** signés durant la **Détente** (accords **SALT**, notamment) visaient à en réduire le nombre.

euromissile

Les missiles sont des **fusées porteuses de bombes** : ils ont été inventés dans l'Allemagne hitlérienne à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ils servent notamment pour les bombardements à distance lorsque l'aviation classique est inutilisable.

Durant la **guerre froide**, les deux Grands ont rivalisé dans la construction de missiles à charge classique ou **nucléaire**. On distinguait :

- les **missiles tactiques**, à rayon d'action relativement court ;
- les **missiles stratégiques** (tous nucléaires), dits aussi missiles de croisière, dont certains étaient intercontinentaux.

À partir des années 1970, les deux superpuissances développèrent entre autres des **missiles à charges multiples**, porteurs de plusieurs têtes nucléaires, dispersées juste avant l'explosion.

Remarques

Les missiles font partie de la famille des engins balistiques, c'est-à-dire des projectiles : on parle parfois de *missiles balistiques*, mais c'est une répétition inutile.

On appelait **euromissiles** les missiles nucléaires stationnés par les deux Grands sur le territoire de leurs alliés ou satellites européens.

déstabilisation

À l'époque de la **guerre froide** notamment, on désignait du nom de **déstabilisation** toute **action visant à affaiblir l'autre camp, de l'intérieur** : par exemple, provoquer des révoltes dans un pays, susciter des conflits entre alliés, organiser des actes terroristes, etc.

On parle souvent de **subversion** pour désigner des actions de déstabilisation menées par des organisations clandestines.

Exemple

L'**URSS** a été accusée de tenter de déstabiliser la France à la suite des grandes grèves **révolutionnaires** de 1947, appuyées par le **parti communiste** français.

islamisme

L'islamisme est la **version musulmane de l'intégrisme**. Les islamistes considèrent que le Coran, parole divine, est un texte parfait qui doit régler, en tous lieux et à toutes les époques, la vie sociale, culturelle et politique des **musulmans**. Ils souhaitent que **la loi et la constitution** des pays où ils vivent s'inspirent de ce texte.

Les islamistes font généralement du Coran **une lecture très étroite** : ainsi, ils veulent imposer aux femmes le port du voile, alors que le texte est très vague à ce sujet.

Exemple

Depuis la **révolution** de 1979, **l'Iran** vit sous un régime islamiste, mais moderne par certains aspects (c'est une **République**).

dissidence

On appelle habituellement **dissidence** l'**opposition politique au régime soviétique en URSS** et dans les **démocraties populaires**, entre les années 1960 et les années 1980.

La dissidence était clandestine : elle n'avait pas le droit de présenter des candidats aux élections, ni d'exposer ses idées. Elle s'exprimait surtout par le biais d'une presse illégale (le *samizdat*).

Exemple

Andreï Sakharov fut l'un des dissidents soviétiques les plus connus.

glasnost

Le mot *glasnost* veut dire « **transparence** » en russe.

Il désigne l'un des aspects essentiels de la **politique menée par Mikhaïl Gorbatchev** à la tête de l'**URSS** de 1986 à 1991 (la **perestroïka**) : reconnaître les réalités, affronter les problèmes au lieu de les nier et de pourchasser ceux qui les évoquent, comme aux époques précédentes. La *glasnost* s'est traduite notamment par un recul de la censure.

perestroïka

Le mot *perestroïka* veut dire « restructuration » en russe. Il désigne l'ensemble des **réformes mises en route par Mikhaïl Gorbatchev** à partir de 1986, et dont l'échec précipita la disparition de l'**URSS** et du **communisme en Europe**, en 1991.

Remarque

La *perestroïka* ne visait pas à faire disparaître le communisme, mais à le rendre plus efficace en y introduisant une dose de **démocratie** et en mettant fin à la confrontation avec les États-Unis, qui coûtait trop cher. L'un des principaux aspects de la *perestroïka* était la *glasnost*.

puissance

La puissance, en géographie, qualifie le **poids d'un État** par rapport aux autres. Une **grande puissance** est ainsi un État qui se distingue par un poids économique et démographique exceptionnel et par le rôle qu'il joue dans l'espace mondial, notamment grâce au contrôle des **réseaux** et des **flux** qui organisent le monde.

Seuls les **États-Unis** sont qualifiés **d'hyper puissance**, ils représentent la puissance la plus complète à l'échelle du monde :

- un pays riche maîtrisant et exploitant son territoire,
- une population dynamique, multiculturelle et qui se renouvelle par **immigration**,

- un rayonnement international qui passe par une domination monétaire et financière, commerciale, culturelle, diplomatique, militaire...

décolonisation

La décolonisation est l'ensemble des processus par lesquels la grande majorité des pays, des régions et des peuples colonisés par l'Europe et les États-Unis entre le XV^e et le début du XX^e siècle ont conquis, reconquis ou négocié leur indépendance.

La décolonisation a essentiellement touché l'Amérique (aux XVIII^e et XIX^e siècles), l'Afrique, l'Asie et l'Océanie (au XX^e siècle).

Exemples

Le début de la décolonisation peut être daté de 1776 (proclamation de l'indépendance des États-Unis d'Amérique) ; le processus continue de nos jours : ainsi l'éclatement de l'URSS en 1991 peut être analysé comme un cas particulier d'effondrement d'un empire colonial.

Pour l'essentiel, la décolonisation des colonies françaises s'étale de 1943 (indépendance de la Syrie et du Liban) à 1962 (indépendance de l'Algérie au terme des accords d'Évian).